



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 juin 2010  
Français  
Original : espagnol

---

## Soixante-quatrième session

Points 20, 28, 53 et 96 de l'ordre du jour

**La situation en Amérique centrale :  
progrès accomplis vers la constitution  
d'une région de paix, de liberté,  
de démocratie et de développement**

**Assistance à la lutte antimines**

**Développement durable**

**Désarmement général et complet**

### **Lettre datée du 25 juin 2010, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que le 18 juin 2010, la République du Nicaragua a été solennellement déclarée territoire exempt de mines antipersonnel.

Le Programme national de déminage humanitaire, lancé par le Gouvernement en 1989, disposait à l'origine de crédits très limités, mais la communauté internationale et les donateurs bilatéraux se sont associés par la suite à l'effort national en fournissant un appui financier et logistique, pour lequel le Gouvernement et le peuple nicaraguayens ont manifesté leur reconnaissance le 18 juin 2010.

Au total, 74 municipalités ont bénéficié du Programme national de déminage humanitaire, qui a débouché sur la destruction de 2 millions d'engins explosifs. Il convient de noter dans ce contexte que 179 970 mines ont pu être enlevées et détruites et 1 029 zones déminées. Les activités de déminage ont notamment concerné 70 ponts d'importance majeure, 378 pylônes de lignes à haute tension, 2 pistes d'atterrissage, 7 centrales et sous-stations hydroélectriques, 6 stations de télécommunications abritant des répéteurs, 33 terrains entourés de mines dans des villages et 533 champs de mines situés dans des zones frontalières et en bordure du littoral.

Le Gouvernement et le peuple nicaraguayens se félicitent d'avoir rendu, grâce aux activités de déminage, près de 12 millions de mètres carrés du territoire national



à une activité économique productive bénéficiant de manière directe et indirecte à une population de plus de 2,5 millions d'habitants.

L'Amérique centrale devrait être déclarée sous peu zone exempte de mines antipersonnel et seule cette déclaration pourra nous réjouir encore davantage.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre, dans toutes les langues officielles, comme document de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 28, 53 et 96 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent adjoint,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Jaime **Hermida**

---